

PIERRE SOUYRI

# Quelques remarques sur les contradictions du capitalisme contemporain



PETITS CAHIERS SMOLNY

Les « petits cahiers smolny » sont des prises de position d'hier ou d'aujourd'hui, en accès libre, hors du circuit de diffusion ou de distribution habituel de nos projets éditoriaux.

1. BÖRNE Ludwig, *La Guerre des paysans en Allemagne au temps de la Réforme*, 20 p.
2. JANOVER Louis, *L'avenir n'est plus ce qu'il était. Notes de relecture*, 40 p.
3. LUXEMBURG Rosa, *Martinique – Dans l'asile de nuit – Brochure de Junius*, 36 p.
4. JANOVER LOUIS, FEIXA THOMAS, GIRY YVES & SEVAULT ÉRIC, *Si la nouvelle deuxième droite nous était contée*, 48 p.
5. RUBEL Maximilien, *Marxologue, marxiste ou marxien ? Deux lettres à Cornelius Castoriadis et Edgar Morin*, 16 p.
6. JANOVER Louis et al., *Journal d'une surexposition. Le surréalisme, suites et fin*, 32 p.
7. JANOVER Louis, *Permettez ! La révolution surréaliste telle qu'elle se fait entendre. Interventions 1962 – 2002*, 28 p.
8. JANOVER Louis, *Tous les chemins mènent à Saint-Cirq*, 16 p.
9. SEVAULT ÉRIC, *La Révolution russe comme si vous n'y étiez pas*, 20 p.
10. SOUYRI Pierre, *Quelques remarques sur le capitalisme contemporain*, 32 p.
11. GAUTIER Théophile, *Gérard de Nerval, mon ami*, 44 p.
12. GAUTIER Théophile, *Hernani, ma bataille*, 32 p.
13. RUBEL Maximilien, *La Charte de la Première Internationale*, 28 p.

PIERRE SOUYRI

# **Quelques remarques sur les contradictions du capitalisme contemporain**

*Avant-propos et notes par Éric Sevault*

PETITS CAHIERS SMOLNY

2025

ISBN : 978-2-490793-42-6

Dépôt légal 2<sup>e</sup> trimestre 2025  
Bibliothèque nationale de France

© Smolny, 2025  
43 rue Bayard  
31 000 Toulouse

Internet : [www.smolny.fr](http://www.smolny.fr)  
E-mail : [contact@smolny.fr](mailto:contact@smolny.fr)

# Avant-propos

Le texte que l'on va lire est une version à peine modifiée — en son tout début, reproduit ci-dessous<sup>1</sup> — de l'introduction à la brochure *Impérialisme et bureaucratie face aux révolutions dans le tiers monde*, supplément au numéro de janvier 1969 de *Pouvoir Ouvrier*, et qui se présentait ainsi :

Les textes que publie aujourd'hui *Pouvoir Ouvrier* sont des articles écrits entre 1965 et 1967 au gré des événements d'actualité<sup>2</sup>. Comme tels, ils ne constituent pas une étude systématique et approfondie des problèmes qui s'y trouvent abordés, et, sur le plan de l'information proprement dite, ils n'apportent pas de faits nouveaux. Leur projet était de dénoncer les mystifications qui obscurcissent les problèmes posés par la lutte des classes du tiers-monde jusque dans les faibles minorités révolutionnaires qui survivent à la crise pratique et théorique du mouvement ouvrier.

Ce n'est pas le lieu ici de détailler l'ampleur et la prégnance — plus encore aujourd'hui — de cette « crise pratique et théorique du mouvement ouvrier » ou des « mystifications » dont se repaissent nombre de groupes « révolutionnaires » pétris de vieilles lunes léninistes, incapables de rendre compte de l'évolution du capitalisme dans son ensemble, ou abandonnant allègrement les fondements de la critique marxienne (analyse des rapports sociaux de production, théorie monétaire de la valeur, etc.) au profit d'une critique des manifestations phénoménologiques du capital dans les sociétés modernes. A contrario, il n'est que de lire Pierre Souyri pour prendre la mesure de la pertinence de ses analyses, parfois de leur fulgurance, annonçant ce qui sera son grand œuvre synthétique : *La dynamique du capitalisme au xx<sup>e</sup> siècle*<sup>3</sup>.

---

1. De rares notes d'éditeur apportent des éléments de contexte historique ou soulignent quelques points remarquables. Merci à Pascale Noyret pour sa relecture et ses corrections.

2. Tous les articles de ce supplément dédiés à la Chine — à la Révolution culturelle notamment — ont été regroupés avec ceux parus dans *Socialisme ou Barbarie* en 1958 et 1959 dans Pierre SOUYRI, *Les luttes de classes en Chine maoïste (1949-1967)*, Toulouse, Smolny, 2025.

3. Ouvrage posthume (1983) dont une nouvelle édition paraîtra aux éditions Smolny en 2026.

# Quelques remarques sur les contradictions du capitalisme contemporain

Les efforts d'auto-rationalisation qu'a accomplis le capitalisme depuis la Deuxième Guerre mondiale et les régulations qu'il a introduites dans son fonctionnement ont provoqué un scepticisme très répandu sur les capacités du marxisme à rendre compte de la période actuelle.

L'idée de base de ces courants sceptiques est que le capitalisme parviendra finalement à se doter, sur le plan mondial, d'institutions capables de régulariser la croissance des forces productives<sup>1</sup>, comme il l'a fait dans le cadre des États nationaux. À ces vues, qui ne sont au fond que l'acceptation de l'image que le capitalisme cherche à donner de lui-même, nous avons cherché à opposer la réalité du développement impérialiste. L'exploitation des pays sous-développés continue à nourrir l'accumulation du capital dans les pays avancés et se trouve liée à de puissants intérêts qu'aucun État capitaliste n'aurait le moyen de faire céder. Le développement des forces productives dans les états assujettis supposerait, de surcroît, un bouleversement des structures sociales qui ne peut s'accomplir que par la voie révolutionnaire : partout, les oligarchies parasitaires dont l'exploitation empêche la formation des marchés nationaux et le développement du capitalisme industriel sont liées à l'impérialisme et, au besoin, défendues par ses forces militaires.

---

1. Signalons par exemple, à la suite de la conférence internationale de Bretton Woods tenue en juillet 1944, la mise en place de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et du Fonds monétaire international (FMI), ou encore l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) qui s'institutionnalisera en 1994 en Organisation mondiale du commerce (OMC). On peut également penser aux théories sur l'ultraimpérialisme élaborées par Karl Kautsky. Cette idée de résolution « pacifique » des contradictions du capitalisme est régulièrement battue en brèche par l'exacerbation de la concurrence et les affrontements interimpérialistes qui ne semblent pas devoir cesser.

Par ailleurs, et d'une manière plus répandue et plus tenace, les différentes variantes idéologiques issues du stalinisme, font obstacle à l'interprétation marxiste de la réalité contemporaine. La mystification procède dans ce cas d'une incompréhension radicale de la nature des révolutions qui se sont accomplies en Chine, au Vietnam et à Cuba et des régimes qui se sont établis dans ces pays sous le vocable de socialisme.

Reprenant l'essentiel des conceptions qui avaient été développées dans *Socialisme ou Barbarie* — dont *Pouvoir Ouvrier* a dû se séparer lorsque ce premier groupe a rompu avec le marxisme pour sombrer dans la décomposition idéologique<sup>2</sup> — nous avons réaffirmé que les pays dits socialistes sont en réalité définissables comme des pays où s'est implanté un capitalisme bureaucratique.

Dans les pays sous-développés où s'est accomplie cette transformation, l'incapacité de la bourgeoisie à réaliser la tâche d'une révolution nationale démocratique et l'extrême faiblesse sociale et politique du prolétariat qui se trouve lui-même atrophie par le retard historique du pays et, parfois, comme dans le cas de la Chine en 1949, largement décomposé par le chômage, aboutissent à une combinaison inédite de forces sociales et politiques. La guerre révolutionnaire menée contre le « féodalisme bourgeois » par les paysans se donne une direction qui n'est ni la bourgeoisie ni le prolétariat, mais un appareil politico-militaire qui se constitue en agrégeant des cadres paysans, des petits bourgeois et, en nombre souvent infime, des ouvriers. La révolution qui se trouve ainsi réalisée a indiscutablement des traits positifs : le féodalisme agraire et l'usure se trouvent extirpés, la domination impérialiste renversée et les voies sont ouvertes pour le démarrage économique de la nation. Mais, en même temps, la monopolisation du pouvoir par la bureaucratie qui étatisation les moyens de production et d'échange, et décide seule de l'usage qui sera fait du sur-produit créé par le travail des ouvriers et des paysans, laisse intact le rapport de domination du Capital sur le Travail. Les producteurs restent une simple force de travail et sont assujettis, sur les lieux de travail et dans toute la vie sociale, à n'être que les exécutants obéissants des tâches qui leur sont assignées par la volonté étrangère de la bureaucratie.

Quelle que soit la diversité de leur origine, leurs particularités nationales et les différences de niveau de développement de leur économie, les sociétés bureaucratiques présentent, dans tout ce qui fut le « bloc

---

2. Sur cette scission et la trajectoire des deux groupes, lire la préface de Mylène Gaulard à Pierre SOUYRI, *Luttes de classes en Chine maoïste*, op. cit., p. 9-13.

oriental », des similitudes profondes. Elles ne sont pas des sociétés en voie de transition vers le socialisme, mais des sociétés d'exploitation où le socialisme ne pourra naître que de l'action révolutionnaire des travailleurs se donnant comme but d'arracher à la bureaucratie la direction politique et économique de la société. Les luttes de classes qui se sont déroulées entre 1953 et 1957 en Allemagne Orientale, en Pologne, en Hongrie et même en Chine, attestent que ces sociétés sont potentiellement grosses de révolutions ouvrières et paysannes. Berlin, Poznan, Varsovie, Budapest, c'est-à-dire l'affrontement ouvert entre la bureaucratie et les travailleurs<sup>3</sup>, et les premières tentatives faites par ceux-ci pour dresser face au pouvoir bureaucratique leur propre pouvoir, celui des Conseils, marquent un tournant dans l'histoire de la lutte des classes<sup>4</sup>. Ce qui n'était jusque là que critique théorique du système bureaucratique et pronostic sur la dynamique latente de ses antagonismes internes, est devenu activité pratique du prolétariat et révolution sociale. Le pesant édifice idéologique élaboré par le stalinisme a, dès lors, accusé sa décrépitude. Sa ruine se poursuit lentement. Aussi bien la rupture sino-soviétique, dont les conséquences n'ont pas fini de s'amplifier, que l'ébranlement de l'hégémonie russe en Europe Orientale, et le nouveau cours international de la politique soviétique<sup>5</sup>, s'expliquent en dernière analyse par la crise interne du système<sup>6</sup>. La bureaucratie a réussi jusqu'ici à éviter de nouvelles explosions révolutionnaires, mais toute sa politique est désormais une fuite en avant effectuée sous la pression des masses qui sortent de leur inertie. Les régimes bureaucratiques sont désormais minés par des contradictions internes et une lutte des classes qui les contraint soit à dériver vers des arrangements avec l'impérialisme, soit, comme la Chine, à se précipiter dans une aventure aux conséquences imprévisibles.

L'issue de ces luttes de classes est d'une importance décisive pour le prolétariat international et les masses du tiers-monde. L'implantation de régimes bureaucratiques dans les pays sous-développés n'a pas seule-

---

3. Sur la succession de soulèvements dans les pays de l'Est entre 1953 et 1956, lire Pierre Souyri, *Luttes de classes en Chine maoïste*, *op. cit.*, notes 3, 4 et 5, p. 36.

4. Des conseils ouvriers surgissent notamment lors des soulèvements de Berlin-Est (1953) et de Hongrie (1956); ce n'est pas le cas en Chine.

5. Souyri se réfère ici au « dégel » khrouchtchevien et à ladite « coexistence pacifique ».

6. À la différence de la plupart des commentateurs et thuriféraires du miracle soviétique, Souyri insistera toujours sur les difficultés propres à l'accumulation capitaliste des pays du « socialisme réellement existant », et de leur incapacité à tenir leur rang dans la compétition économique mondiale.

ment été conditionnée par des facteurs structurels qui déterminaient à la fois une atrophie sociale plus ou moins accentuée du prolétariat et une radicalisation de la petite bourgeoisie dans l'impasse. L'incapacité de la classe ouvrière à diriger la guerre des paysans et son effacement derrière un appareil bureaucratique aux origines sociales composites est aussi le produit d'une situation conjoncturelle tenant aux illusions sur la nature de la société russe. C'est parce que les contradictions de classe du système bureaucratique n'avaient pas encore émergé en Russie et en Europe Orientale et que, par ailleurs, le prolétariat des pays avancés avait été lui-même incapable de produire des expériences révolutionnaires nouvelles et de prendre ses distances vis à vis du stalinisme, que les masses des pays sous-développés furent incapables de percer à jour les ambiguïtés de la politique de la Russie et des partis communistes ainsi que celles de leurs objectifs. Les appareils bureaucratiques des partis communistes purent, par suite, s'assurer une large base de masse et manipuler les luttes des différentes couches opprimées pour parvenir au pouvoir et modeler une nouvelle société d'exploitation. Mais il est évident que, dans les années à venir, une situation entièrement nouvelle pourrait se dégager peu à peu, soit que la bureaucratie russe accentue son rapprochement avec l'impérialisme et en vienne à coopérer ouvertement au statu-quo mondial, soit que le prolétariat d'Europe Orientale, de Russie ou même de Chine, porte de nouveaux coups au régime bureaucratique et fasse ainsi, plus nettement encore qu'en 1956, apparaître sa nature de classe. La période pendant laquelle les partis communistes ou des formations qui s'inspiraient plus ou moins de leur mode d'organisation, de leurs méthodes d'action ou même de leur programme d'étatisation pseudo-socialiste ont pu exercer une emprise idéologique et politique très forte sur les mouvements des masses du tiers-monde arrive vraisemblablement à épuisement <sup>7</sup>.

Mais de toute manière, les travailleurs des pays sous-développés ne peuvent pas résoudre les tâches du passage au socialisme dans un cadre national et séparément du prolétariat des pays avancés. La division de la société en classes antagoniques est déterminée par l'insuffisance du développement des forces productives et ne peut pas être dépassée par un pouvoir révolutionnaire sur la base d'une misère sociale généralisée. De quelque manière qu'on aborde le problème, la transition vers le socialisme reste insoluble si les révolutions restent circonscrites dans les pays sous-développés. Le processus de la révolution prolétarienne, ainsi

---

7. Si l'analyse est limpide, la réalité fut moins souriante ; et la mystification s'est poursuivie.

que l'avaient montré les théoriciens de l'Internationale communiste, est un processus mondial.

Mais il est évident aujourd'hui que la réalité s'est largement éloignée des pronostics historiques formulés par les fondateurs de l'Internationale communiste à partir de l'analyse léniniste de l'impérialisme et de son fonctionnement. Le capitalisme des pays avancés est entré dans une phase d'expansion imprévue, et de stabilisation économique et sociale assez remarquable, cependant que les luttes anti-impérialistes du tiers-monde n'ont réussi ni à se transformer en révolutions ouvrières et paysannes ni à perturber le fonctionnement du capitalisme. Les révolutionnaires se trouvent en face d'un monde qui a subi de profondes transformations et, comme il était inévitable, la crise pratique du mouvement révolutionnaire s'est doublée d'une crise théorique profonde. Tandis que les uns figent la théorie révolutionnaire et cherchent en vain à comprendre la période présente à l'aide de schémas et d'analyses élaborés à partir de la période antérieure<sup>8</sup>, les autres déclarent, pour des raisons d'ailleurs très diverses, que le marxisme est caduc et recherchent dans les philosophies de la bourgeoisie, et même dans son économie politique, les clefs de la connaissance révolutionnaire. Les uns comme les autres, qu'ils se crispent dans le passé ou s'immergent dans le présent, procèdent comme si l'histoire s'était arrêtée.

## **La crise de 1930 et le passage au capitalisme monopoliste d'État**

On ne trouvera ni dans cette introduction ni dans les textes qui suivent les réponses à tous les problèmes que pose la réactualisation de la théorie révolutionnaire. Celle-ci, d'ailleurs, n'est pas une science de laboratoire. Elle dépend de l'activité pratique des travailleurs qui permet d'apercevoir de quelle manière les contradictions objectives du développement économique et social peuvent se charger d'un potentiel révolutionnaire capable d'introduire des ruptures dans la continuité historique et d'en faire surgir des orientations et un sens nouveau.

Le monde actuel n'est cependant pas vide de toute dynamique révolutionnaire. Il ne s'est pas déjà abimé dans un au-delà de la période historique inaugurée par la naissance du capitalisme et dont Marx avait

---

8. Est-il besoin de souligner à quel point l'autoproclamée extrême-gauche contemporaine est plus que jamais figée dans cette « analyse léniniste de l'impérialisme et de son fonctionnement » dont Souyri rappelle qu'elle a été démentie à maintes reprises par les événements advenus depuis?

affirmé qu'elle portait en elle-même les contradictions permettant de dépasser la phase de l'exploitation de l'homme par l'homme. Tous ceux qui proclament que le marxisme est désormais caduc, devraient partir d'une analyse concrète du monde contemporain et démontrer que les déterminations de son développement sont radicalement différentes de celles qu'avait mise à jour l'analyse marxiste. Or, défaitistes, liquidateurs et révisionnistes n'ont jamais fourni cette démonstration, à moins qu'on ne tienne pour telle les fabrications éclectiques, aussi diverses que changeantes, qui foisonnent sur les confins de gauche de la pensée à la mode.

Quelles que soient leur diversité et les conclusions auxquelles elles aboutissent, ces idéologies ont pour point de départ une certaine représentation de l'actuelle période de développement capitaliste. Ne tenant compte ni des structures réelles et du mode de fonctionnement des différents capitalismes nationaux ni de leurs inégalités de développement, ni de leurs antagonismes, ni des rapports qui relient l'impérialisme aux pays sous-développés et aux pays de l'Est, c'est-à-dire isolant un capitalisme abstrait de ses insertions fonctionnelles dans l'économie mondiale, la pensée révisionniste opère sur un monde imaginaire.

C'est à partir de ce qui est proprement une mutilation parfaitement arbitraire de la réalité qu'il s'agirait de comprendre, qu'elle dépose sa conclusion essentielle : les transformations qui, entre les années trente et cinquante, se sont inscrites dans les structures du capitalisme mettent un terme définitif à l'époque au cours de laquelle le développement capitaliste s'opérait en fonction de lois objectives.

En contestant cette conclusion abusive, nous n'entendons pas, bien sûr, affirmer que le processus historique est réductible à l'action de ces lois, ni que celles-ci opérant en elles-mêmes peuvent être comprises séparément de la totalité historique, mais qu'elles s'y trouvent intégrées, contribuent à donner sa forme et son contenu à la pratique des classes antagoniques et à leur lutte, et constituent une des composantes par rapport auxquelles s'ordonne la dynamique globale de l'histoire. Le matérialisme historique n'est certes pas un déterminisme économique, mais une conception qui déracine la pratique des classes des contradictions du développement économique [et] n'est elle-même que l'envers idéaliste de l'économisme<sup>9</sup>. La structure de la théorie marxiste de l'histoire est l'expression nécessaire de la structure du développement capitaliste lui-même. C'est seulement avec la réalisation du socialisme

---

9. L'ajout de la conjonction « et » tente de redonner cohérence à une phrase peu claire. [nde]

que le processus historique subira une mutation qualitative telle qu'il cessera d'avoir les dimensions d'une réalité, produite certes par la pratique des hommes, mais en même temps extérieure et supérieure à leur volonté.

En contestant que le capitalisme soit parvenu à un stade d'auto-régulation définitive, on n'entend pas davantage affirmer qu'il fonctionne toujours comme en 1930. Mais encore ne faut-il pas raconter n'importe quoi au sujet des transformations qu'il a subies.

En premier lieu, l'économie des différents pays capitalistes ne se trouve nullement intégrée dans un ensemble unifié et les classes dirigeantes de ces pays n'ont pas fusionné pour dépasser le cadre national. Il est vrai que la concentration internationale du capital se poursuit et que les États capitalistes se sont donnés divers organes de coordination internationale du développement. Mais contradictoirement, le passage au capitalisme monopoliste d'État a renforcé l'intégration de chaque économie nationale dans son propre cadre, et chacune d'elles tend à devenir un tout qui entre en compétition avec les autres pour le partage de la plus-value mondiale. Les luttes concurrentielles opposent de plus en plus, non pas seulement des firmes privées, mais des États et des groupes d'États, et elles s'inscrivent dans une stratégie décidée au niveau du gouvernement national. Les antagonismes qui, depuis la fin de la guerre froide, fissurent l'ancien bloc occidental, montrent que les liens qui s'étaient tissés entre États capitalistes avaient surtout un caractère conjoncturel et que l'ajustement de leurs intérêts est resté extrêmement fragile.

Dans ces conditions, la permanence de la concurrence internationale, ainsi que celle des inégalités de développement et des rythmes de croissance, suffisent à assigner des limites à l'action de chaque État en vue de programmer le développement national. Cette programmation ne peut s'effectuer qu'en fonction de données qui s'établissent sur le marché mondial, varient avec les pulsations de la concurrence internationale et, comme telles, s'imposent à la classe dirigeante de chaque pays comme des données objectives. L'État et la bourgeoisie françaises ne sont pas du tout libres, par exemple, d'augmenter le pourcentage du produit national affecté à la consommation des travailleurs, ou bien encore de réduire la durée et les rythmes du travail, sous peine de se faire distancer dans la course au profit et de subir de très graves dommages. Chaque État capitaliste se trouve, à peu de chose près, dans la situation où se trouvait l'entrepreneur du capitalisme classique, qui n'était que

l'instrument d'une accumulation dont les rythmes lui étaient imposés par la concurrence.

Par ailleurs, si la concurrence et la lutte pour le profit demeurent la détermination du développement de la production capitaliste sur le plan international, il n'en va pas différemment dans le cadre de chaque État capitaliste. Le passage au stade du capitalisme monopoliste d'État ne signifie nullement que l'économie capitaliste soit parvenue au-delà de la concurrence et de la lutte pour le profit. Le capitalisme monopoliste d'État a été, au contraire, la réponse que les monopoles et l'appareil d'État ont donné à la crise de l'économie de profit afin de lui permettre de poursuivre son développement.

On sait comment la crise commencée en 1929, et dont les symptômes étaient une surproduction chronique et mondiale de marchandises et de capitaux, fut finalement surmontée. Tandis que, à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, des destructions d'une ampleur sans précédent, le vieillissement et l'usure de l'outillage, ainsi que le déclenchement d'une révolution technologique créaient les conditions d'un redémarrage de l'économie, l'État se donna dans tous les pays — quoique sous des formes assez diverses — les moyens de susciter une demande additionnelle et des occasions d'investir chaque fois que l'activité économique accusa des signes de fléchissement. En même temps, par différents moyens techniques — comptabilité nationale, contrôle du flux des capitaux, programmation indicative des investissements, politique des revenus, etc. — le caractère anarchique de la production pour le marché a été très fortement atténué.

Mais l'État n'est pas pour autant devenu un organisme dictant despotiquement ses décisions aux dirigeants de la production capitaliste et les astreignant à exécuter ses propres objectifs. Les mesures de toutes sortes qui constituent la politique économique de l'État ne sont pas élaborées séparément des groupes monopolistes, et encore moins d'une manière discordante à la stratégie du profit que poursuivent ces groupements. Or, cette stratégie elle-même s'organise en fonction de la concurrence qui continue à opposer les groupements monopoleurs aussi bien sur le plan intérieur que sur le plan international.

Le capitalisme monopoliste d'État n'est pas la négation partielle du capitalisme monopoleur, mais l'instrument de sa consolidation, de l'expansion de ses profits et de leur maximisation. En fait, tout le système fonctionne par le biais d'un transfert constant de plus-value vers les secteurs monopolistes et notamment par le moyen d'entreprises étatisées ou de sociétés mixtes au sein desquelles le capital d'État participe à la

création de plus-value en ne réclamant pas pour lui-même de profit ou en se contentant de profits inférieurs au taux moyen.

Le développement d'un secteur public ou semi-public constitue la solution historiquement nouvelle que le capitalisme a donné au problème de la réalisation des surprofits monopolistes à partir de la réapparition d'une surproduction générale de marchandises et de capitaux telle qu'elle s'était manifestée de nouveau dans les années trente.

La tendance du développement capitaliste à produire une suraccumulation de capitaux ne date pas des années trente. Marx, et surtout Lénine, avaient expliqué le passage à l'impérialisme et l'exportation des capitaux à partir de ce phénomène de suraccumulation. Effectivement, ce sont les placements effectués dans les pays neufs qui avaient permis un redémarrage de la croissance après la longue phase dépressive des années 1874-1896. Le capitalisme monopoliste avait alors trouvé une issue extérieure aux contradictions de son développement dans les pays avancés et aux tendances stagnationnistes qui en étaient résultées.

Mais, lorsqu'en 1930, la suraccumulation aboutit à une nouvelle phase dépressive, le phénomène avait pris, en même temps que le capitalisme passé au stade impérialiste, une dimension mondiale, et les territoires sous dépendance ne pouvaient plus absorber les excédents de capitaux. Indépendamment des autres conditions du redémarrage dont on a déjà parlé, la prise en charge par l'État, directement ou non, de toute une série de branches de la production qui fonctionnèrent dès lors avec des profits faibles ou nuls, ou même de façon déficitaire, et cessèrent par là d'entrer dans le système général de la péréquation du taux de profit, joua un rôle analogue à celui qu'avait précédemment joué le développement des exportations de capitaux. L'émergence du capital d'État permit aux monopoles de retrouver l'occasion de réaliser des surprofits. La surcapitalisation trouva cette fois une solution interne, dans le cadre des pays avancés, et le secteur d'État — public ou semi-public — devint aussi indispensable au fonctionnement du capitalisme que l'avait précédemment été la domination de « chasses gardées » impérialistes.

On veut seulement souligner par là que les contradictions du développement capitaliste s'inscrivent dans une histoire. Les crises sont à la fois l'expression de l'aggravation des contradictions et le moment où ces contradictions se résolvent. Comme telles, elles trouvent leur solution dans une mutation historique des structures du capitalisme et de son mode de fonctionnement. Les contradictions qui réapparaissent après que se soit opéré le passage critique d'une phase du capitalisme à

une autre ne sont pas identiques à elles-mêmes, car elles ne sont pas séparables des structures concrètes, transformées, au sein desquelles elles opèrent. La dépression qui commence en 1874 se résout dans le passage du capitalisme concurrentiel au capitalisme monopoliste et impérialiste. La dépression qui commence en 1930 intervient dans un univers capitaliste qui est autre, ne serait-ce que dans la mesure où l'impérialisme a attiré le monde entier dans l'orbite du capital, et elle trouve sa solution dans le passage à une autre étape du capitalisme : le capitalisme monopoliste d'État.

À partir de là, tous ceux qui avertissent les marxistes qu'ils ont tort d'attendre une nouvelle crise de 1930 ont sans doute raison : les moyens que le capitalisme s'est donnés pour surmonter cette crise sont désormais et irréversiblement incorporés à son fonctionnement normal, tout comme l'avait été à l'étape précédente la politique impérialiste.

## **Les contradictions de la nouvelle phase du capitalisme**

Mais cette constatation ne suffit nullement à prouver que le capitalisme se trouve désormais et par avance armé pour faire face aux contradictions de son développement ultérieur. Une telle conception repose sur des présuppositions qui consistent au fond à abstraire les contradictions du contexte historique dans lequel elles opèrent, et à postuler de façon entièrement arbitraire que les contradictions actuellement en cours de développement sont identiques à celles d'hier ou que, en d'autres termes, le capitalisme monopoliste d'État fonctionne en restant perpétuellement semblable à lui-même. Une telle vue des choses serait sans doute légitime si on se trouvait en face d'un régime qui, s'étant immobilisé dans une simple répétition de la production, se trouverait pétrifié dans un système de relations sociales immuables. Mais ce n'est certainement pas le cas du capitalisme actuel qui connaît au contraire un développement extrêmement rapide de la production et est en train de bouleverser les techniques d'une manière si profonde qu'il est parfaitement acceptable de parler à ce propos de « révolution technologique ». Tout le problème serait précisément de savoir si dans l'actuelle phase du capitalisme, et du fait même que la croissance s'accompagne d'une révolution technologique dont les effets vont culminer dans l'automation, et qui de toute manière accroît d'une manière sans précédent l'importance du capital fixe, de nouvelles contradictions ne sont pas en voie de développement.

Sans doute ces techniques de pointe ne pénétreront-elles pas d'un seul coup dans toutes les branches de la production, et même, ne seront-

elles d'abord adoptées que de manière limitée et partielle dans les grandes unités de production. À toutes les étapes du capitalisme, les bouleversements technologiques théoriquement possibles ne sont entrés dans la réalité qu'avec un certain retard dû à la nécessité de concentrer et de centraliser au préalable suffisamment de capitaux pour procéder au renouvellement et à l'augmentation du capital fixe. Mais même si elle ne produit pas immédiatement la totalité de ses effets, la révolution technologique en cours posera de proche en proche les plus graves problèmes au capitalisme.

Cette révolution technologique n'est pas seulement la continuation de la tendance séculaire à l'élévation de la composition organique du capital. Elle en constituera un noeud d'accélération, et elle en sera la réalisation jusqu'au point où le processus, par son ampleur même, prendra une signification qualitativement différente.

Une des conséquences de l'élévation de la composition organique du capital devait être, selon Marx, l'apparition d'une armée industrielle de réserve. Les liquidateurs proclament hardiment, en prenant comme toujours le présent pour l'éternité, que Marx a commis à ce propos une erreur manifeste. L'observation statistique de l'évolution de l'emploi ne permet cependant pas des conclusions aussi simplistes. Le chômage ne reste négligeable que pour autant que les taux de la croissance globale sont plus élevés que ceux de la productivité ou que, en d'autres termes, l'expansion est surtout extensive, comme c'est le cas en Europe<sup>10</sup>. Mais aux États-Unis, où l'évolution technologique est beaucoup plus avancée et où l'expansion s'opère davantage de manière intensive, on peut faire des constatations tout à fait différentes. Depuis 1946, le chômage industriel n'est jamais tombé au-dessous de 3 % de la population active et il s'est parfois élevé jusqu'à 5 et 8 % de cette population. Chaque fois que l'augmentation de la productivité a coïncidé avec un ralentissement, même faible, de la progression de l'expansion, la courbe du chômage a nettement monté. On a pu établir qu'en moyenne la fabrication d'un même volume de production nécessite 3 % de main d'oeuvre en moins tous les ans. Cela signifie que le capitalisme le plus avancé du monde ne parvient à empêcher une extension du chômage qu'en maintenant des rythmes de croissance élevés et que, pour l'avenir, à mesure que la révolution technologique entrera en application, il faudra, pour éviter qu'une fraction de plus en plus importante de la population devienne

---

10. Il faudra du temps pour qu'une telle pertinence d'analyse de ce qu'ont été les « trente glorieuses » trouve son chemin dans les positions de la gauche radicale.

sans emploi, accélérer continuellement les rythmes de l'expansion. Or, il est loin d'être évident que cette accélération de la croissance selon les proportions nécessaires soit inconditionnellement possible pendant très longtemps.

Dès l'étape présente, le capitalisme ne reste en état d'équilibre dynamique que dans la mesure où l'État impulse continuellement la croissance, d'une part en stimulant la propension à investir par des mesures qui assurent les surprofits monopolistes, d'autre part en compensant les tendances récessionnistes par la création d'une demande additionnelle, toutes choses qui ne sont possibles que dans la mesure où l'État s'approprie d'une façon ou d'une autre une fraction importante de la plus-value sociale. À considérer son fonctionnement, le capitalisme monopoliste d'État est tout autant qu'un capitalisme sans crise, un capitalisme en état de crise constamment corrigée par une politique d'intervention publique qui est devenue institutionnalisée.

Mais l'efficacité actuelle des stimulations étatiques de la croissance ne permet pas de préjuger de leur efficacité future. Cela ne serait vrai que si toutes choses restaient égales. Or, l'expansion actuelle du capitalisme s'accompagnant de l'élévation de la composition organique du capital, les stimulations étatiques devront prendre une ampleur croissante. D'abord parce que la nécessité, qui déjà domine tout le fonctionnement du système, de transférer constamment de la plus-value publique vers les secteurs monopolistes pour qu'ils puissent réaliser les surprofits nécessaires à l'accumulation, deviendra encore plus pressante à mesure que l'évolution de la technologie accroîtra l'importance du capital fixe. Ensuite, parce que la production compensatrice organisée par l'État pour contenir les tendances dépressives, s'effectuant elle-même sur la base d'une composition organique plus élevée, créera relativement moins d'emplois supplémentaires et devra donc être organisée sur une échelle toujours plus vaste, nécessitant des moyens financiers toujours plus importants.

Le maintien des taux de l'expansion, et bien davantage encore leur augmentation, supposent donc que l'État procède à un accroissement de la fraction de la plus-value qu'il s'approprie pour financer sa politique économique. Tout le problème est alors de savoir si cet accroissement est indéfiniment possible, selon les proportions nécessaires, dans le cadre du capitalisme monopoliste d'État.

L'État peut augmenter ses ressources par l'emprunt ou l'aggravation de la pression fiscale, l'emprunt aboutissant d'ailleurs finalement au renforcement de la fiscalité. Mais, compte tenu des rapports de force qui

existent entre les classes, et de la manière dont fonctionne effectivement le système, une augmentation de la fiscalité doit inévitablement se heurter à un certain nombre de résistances plus ou moins rigides. Dès la phase présente, le capital monopoliste jouit d'importants dégrèvements fiscaux qui font en réalité partie de la politique gouvernementale de subvention des surprofits nécessaires à l'accumulation du capital. Une taxation croissante des bénéficiaires des groupes capitalistes les plus puissants signifierait une inversion du sens de la politique économique : au lieu de soutenir le taux des profits monopolistes, l'État exercerait une action qui tendrait à contenir son relèvement ou même à le déprimer. Reste la possibilité de taxer les couches intermédiaires et les salariés. Mais faire peser sur ces couches une fiscalité de plus en plus oppressive n'est pas non plus une possibilité qui va de soi, ne serait-ce que parce qu'une telle politique, entravant et même, à la limite, bloquant le relèvement du niveau de vie, se heurterait à une résistance sociale et politique des couches qui en supporteraient les effets. À moins que ne soit établi un régime de terreur brisant toute opposition, rien ne prouve qu'à travers les fluctuations de la lutte sociale et les rapports de force changeants qui s'établiraient, l'État ait, au moment voulu et dans les quantités voulues, la possibilité de dégager par l'impôt les ressources supplémentaires nécessaires au financement de sa politique économique.

À défaut de pouvoir accroître suffisamment ses ressources par des ponctions opérées sur les revenus des contribuables, l'État pourrait, en principe tout au moins, incorporer au secteur public non plus des branches de la production ne réalisant que des profits faibles ou nuls, mais des branches rapportant des profits élevés. Mais tout comme une taxation croissante des profits, une telle pratique équivaldrait à un renversement de la signification sociale de la politique économique de l'État : une extension graduelle du secteur public à des activités rentables se réaliserait comme un rétrécissement de la sphère d'application du capital monopoliste, de sorte que les rapports du capital d'État et de ce même capital monopoliste ne tarderaient pas à se situer sur un plan antagonique.

Il ne suffit pas de répéter jusqu'à satiété que l'État intervient et interviendra de plus en plus dans le fonctionnement du capitalisme. Une intervention croissante de l'État exige une augmentation de la fraction de la plus-value dont l'État doit disposer pour financer cette intervention. Or, pour peu qu'on abandonne le ciel des abstractions où tout est toujours possible pour se placer sur le terrain de la société réelle, en tenant compte de la nature de l'État, de ses rapports avec les

groupes monopoleurs et de leur force, comme aussi de celle de la masse des salariés et de son impact sur la vie sociale et politique, la capacité de l'État à toujours dégager les ressources nécessaires pour animer et accélérer l'expansion cesse d'être évidente. Le fait qu'on ait assisté depuis 1930 à l'émergence d'un secteur public ou semi-public ne permet pas, en particulier, de penser que le capital d'État ait, à volonté, la latitude de s'étendre graduellement. Les rapports entre le développement du capital monopoliste et du capital d'État s'inscrivent dans une dialectique. En franchissant un certain stade critique de son développement quantitatif, le capitalisme d'État jouerait un rôle qualitativement différent par rapport au fonctionnement global de la société. Il deviendrait non plus, comme il l'a été jusqu'ici, l'auxiliaire nécessaire de la consolidation et de l'expansion du capitalisme monopoliste, mais son concurrent et sa négation graduelle. Or, le passage d'une étape au cours de laquelle le capital d'État servait à maximiser les profits des monopoles et à faciliter l'accumulation du capital privé, à une étape au cours de laquelle le capitalisme d'État tendrait à déprimer les profits du capitalisme privé, à le repousser vers des activités marginales et entamerait en fait son processus de liquidation, ne peut certainement s'opérer sans crises et sans luttes.

Rien de ce qu'on peut dire, à ce propos, sur les transformations en cours des couches dirigeantes et de l'État n'autorise une telle conclusion. Il est vrai qu'avec les progrès de la concentration, la propriété et la fonction capitalistes tendent à se dissocier, et qu'à la tête des grandes sociétés se sont constitués des appareils bureaucratiques de direction et de gestion. Il est vrai aussi qu'à mesure que l'État a été amené à contrôler le processus économique, il a pris la texture d'un appareil bureaucratique beaucoup plus développé que par le passé. Mais ni la bureaucratie des entreprises ni celle de l'État ne sont opposées à la bourgeoisie et aux oligarchies financières et industrielles, ni même entièrement distinctes d'elles. Les bureaucrates qui dirigent la production ne sont pas seulement des salariés mieux payés que les autres. Outre qu'ils sortent de la bourgeoisie dans leur presque totalité, ils possèdent ou se constituent de solides fortunes privées. Ces fortunes — pas plus du reste que celles des hommes d'affaires proprement dits, banquiers, financiers, spéculateurs, etc. — ne sont investies dans une seule firme, et ce n'est pas en raison de la quantité d'actions qu'ils possèdent dans cette firme que les bureaucrates se trouvent placés à la tête de ses organismes dirigeants. Ce sont leurs capacités et leur efficacité qui ont servi de critère à leur sélection. Mais cela ne les empêche pas de se constituer, comme tous

les autres capitalistes, des portefeuilles de valeurs qui leur permettent de participer aux profits réalisés par divers « groupes financiers » qui intègrent aussi bien des entreprises industrielles très différentes que des organismes de spéculation, des banques, des compagnies d'assurances, des sociétés de construction immobilière, des chaînes de grands magasins, etc. Le capitalisme financier, avec ses traits spéculatifs et parasitaires tels que Lénine les avait décrits, n'a pas disparu et les couches bureaucratiques se trouvent imbriquées dans ses activités et, par là, reliées aux structures et au fonctionnement du capitalisme de cette phase et aux puissants intérêts qui en dépendent.

De son côté, la bureaucratie d'État, dont il ne faut d'ailleurs pas exagérer la densité sociale, ne peut être tenue pour l'embryon d'une nouvelle couche aspirant à mettre en place une économie étatisée. Les bureaucrates de l'État se conçoivent comme les gardiens des intérêts généraux du capitalisme monopoliste, ce qui n'exclut pas que des frottements puissent se produire entre l'État et telle ou telle couche de la bourgeoisie. Ils sont, dans pas mal de cas, les fondés de pouvoir des groupes capitalistes les plus puissants dans l'appareil d'État, ou bien, ce qui revient au même, ils se laissent « intéresser » aux succès des grandes affaires.

La concentration capitaliste a diversifié les classes dominantes et a fait surgir, en même temps que de nouvelles fonctions, de nouvelles catégories et transformé les formes de leur participation à la propriété privée et au profit. Elle n'est pas identifiable à un processus qui tendrait graduellement et automatiquement à effacer la propriété privée, à dissoudre les liens entre les différentes couches dominantes et les formes de la production privée pour le profit et à faire de l'État une force indépendante du capital monopoliste. L'évolution économique, sociale et politique en cours ne conduit pas d'un côté à une désagrégation des structures monopolistes du capitalisme et à un dépérissement de la puissance des groupes monopoleurs et de l'autre côté à l'émergence d'un appareil d'État qui aurait à lui seul la puissance de conduire, en temps voulu, sans crise et sans lutte la société d'exploitation vers le capitalisme d'État. Le développement historique du capitalisme n'est pas ainsi régi par une rationalité providentielle qui ferait que le système produirait en même temps que des contradictions, la claire conscience des moyens de surmonter ces contradictions et les forces sociales et politiques capables de faire prévaloir, sans délai, les solutions adéquates. À considérer la société et l'État tels qu'ils sont et deviennent, il est évident que le passage à l'étatisation supprimerait tout un ensemble de transformations de l'État,

de sa nature, de la représentation que la société a de ses fonctions, des idées qu'elle se fait d'elle-même, des relations qui existent entre cet État et les classes dominantes et aussi toute une restructuration de ces classes elles-mêmes, de leurs conceptions et de leurs idéologies qui ne s'accompliraient pas sans que se produisent des résistances, des bloquages, des conflits politiques et des antagonismes entre classes et fractions sociales, etc., s'étendant sur toute une période. Imagine-t-on les USA où la puissance des trusts pèse d'un poids écrasant sur l'État et l'administration, où toute la société y compris une bonne part du prolétariat est entretenue dans une peur de l'étatisme qui est devenue un réflexe de la conscience nationale, entreprenant de passer au capitalisme d'État sans qu'auparavant tout l'équilibre social ait été profondément perturbé et les idées reçues longuement usées et transformées ?

Sans doute est-il légitime de penser qu'aux USA ou n'importe où, la résistance des monopoles à l'étatisation s'affaiblirait et finirait par apparaître comme irrationnelle aux classes dominantes elles-mêmes s'il devenait manifeste que le système d'exploitation ne peut plus fonctionner dans le cadre de la production privée : une grande partie des éléments dirigeants s'intégrerait alors probablement aux étages supérieurs de la hiérarchie bureaucratique qui s'organiserait sur la base de l'étatisation de l'économie. Mais c'est là supposer que les contradictions du capitalisme monopoliste d'État ont déjà profondément ébranlé le système et rendu évidente son incapacité à fonctionner comme tel. Le passage au capitalisme d'État finirait peut-être alors par s'imposer comme l'ultime moyen de faire exister une société d'exploitation, et à condition, toutefois, que les travailleurs n'aient pas réussi, à la faveur des difficultés auxquelles serait parvenu le capitalisme, à mettre un terme à son existence. Mais de toute manière, le passage à l'étatisation se réaliserait alors non pas avant la crise et comme moyen de la prévenir, mais à la suite de la crise et comme moyen de la surmonter.

Mais tout cela revient à dire que, pour la raison même qu'il s'est donné les moyens d'impulser un développement des forces productives d'une vigueur exceptionnelle, le capitalisme fonctionne en produisant, au travers même de sa phase actuelle d'expansion, les conditions de nouveaux déséquilibres. La soif croissante de plus-value qui s'empare des monopoles, à mesure que l'importance du capital fixe grandit, s'empare aussi de l'État à mesure que sa politique économique exige des moyens financiers de plus en plus importants. À plus ou moins long terme, l'action corrective permanente que les pouvoirs publics doivent exercer pour compenser les contradictions de l'accumulation et impulser

une croissance régularisée, exigera une telle dilatation du capital d'État que celui-ci devra déborder sur les activités où le capital monopolisateur trouve la source de ses surprofits.

La société et l'économie capitalistes se trouveront alors au seuil d'une période de transformations critiques car les conditions ne seront pas nécessairement et immédiatement données pour que l'État puisse surmonter sans hésitations et sans délai les résistances et les freinages que les monopoles opposeront à une politique qui serait l'inauguration de leur affaiblissement et de leur disparition. C'est pourquoi la perspective subsiste de voir l'actuelle période d'expansion des forces productives déboucher sur des antagonismes sociaux et politiques qui, en enrayant, même de manière transitoire, le développement des moyens nécessaires pour que l'État procède à l'équilibre dynamique de la croissance, ouvriront la route à un dérèglement de l'économie.

Marx avait mis à la base de toute sa conception du processus historique du capitalisme et de la révolution prolétarienne, l'idée que le développement des forces productives entrera en contradiction avec le cadre dans lequel il s'opère. Les défaites subies depuis 40 ans par la révolution ont permis au capitalisme de subsister beaucoup plus longtemps que ne l'avaient pensé les théoriciens marxistes. Mais le pronostic marxiste n'est pas infirmé pour autant. Le capitalisme monopolisateur d'État est parvenu à réanimer la croissance des forces productives mais, à plus ou moins long terme, leurs dynamismes entreront en contradiction avec les structures sociales et les superstructures politiques de cette phase du capitalisme.

## **La lutte des classes et les limites de la stabilisation du système**

Cette perspective de crise inscrite dans le fonctionnement du système ne suffit certes pas à fonder les prémisses d'une révolution prolétarienne. Toute l'expérience historique prouve qu'à défaut d'une intervention révolutionnaire victorieuse du prolétariat, la société d'exploitation finit par surmonter les crises qu'elle produit, en opérant un certain nombre d'auto-transformations. Il n'y a aucune raison de penser qu'il n'en irait pas de même pour le capitalisme monopolisateur d'État si le prolétariat des pays avancés et les masses du tiers-monde restaient inertes face aux contradictions du système et à ses dérèglements à venir.

Mais précisément parce qu'il est assoiffé de plus-value, qu'il ne peut éviter les poussées de chômage qu'en accélérant l'expansion et par consé-

quent en capitalisant toujours davantage de plus-value, le capitalisme de la « prospérité » est destiné à alourdir sans trêve ni cesse l'exploitation du travail, aussi bien dans les pays avancés que dans le tiers-monde, et par là même, à susciter les réactions antagoniques du prolétariat des pays avancés et des masses des pays vassalisés.

Dans des proportions beaucoup plus importantes qu'on ne l'a souvent dit, l'exploitation impérialiste des anciens territoires coloniaux ou semi-coloniaux permet de transférer de la plus-value vers les grands États capitalistes où elle nourrit l'accumulation et compense dans une certaine mesure les tendances à la dégradation de la rentabilité. Mais ce processus développe des tendances contradictoires. L'exploitation des pays arriérés entraîne une sous-accumulation chronique du capital dans ces pays qui constitue une des déterminations, entre autres, de leur incapacité à opérer un démarrage économique. Par son fonctionnement, l'impérialisme tend ainsi à porter à l'extrême les inégalités mondiales du développement : la richesse des pays avancés se nourrit en partie de la misère du tiers-monde et y détermine les conditions d'une instabilité politique permanente. Sans doute la lutte des classes dans les pays du tiers-monde dépend-elle, comme partout ailleurs, des rapports de force changeants entre les classes et les États. La substitution d'États nationaux à la domination coloniale directe, le cours de plus en plus conciliateur de la politique de l'URSS et des partis communistes, la crise chinoise et ses prolongements possibles, les insuccès internationaux du maoïsme, la politique de terreur massive pratiquée au Vietnam par les États-Unis vont probablement marquer une phase d'arrêt ou en tout cas de ralentissement dans le processus révolutionnaire du tiers-monde. Mais compte tenu de la poussée démographique qui affecte la plupart des régions sous-développées et de l'incapacité des classes dirigeantes liées à l'impérialisme à briser le cycle du sous-développement, il est peu probable qu'une stabilisation de longue durée puisse se produire dans les pays vassalisés : des centaines de millions d'hommes ont découvert que la faim et la misère loqueteuse n'étaient ni générales ni naturelles et, pour eux, l'époque d'une résignation séculaire touche à sa fin. L'impérialisme ne pourra pas durablement aggraver le pillage du tiers-monde pour alimenter l'accélération de son expansion sans se heurter au barrage de la lutte des classes.

Il est vrai que la crise que subissent les États bureaucratiques peut inciter à se demander si le capitalisme ne finira pas par trouver dans les pays de l'Est, et finalement en Chine même — dans le cas où la politique maoïste aboutirait à des difficultés économiques encore plus

profondes — de nouveaux champs d'application de son exploitation. Bien qu'à des degrés très divers, l'URSS, les Démocraties populaires et la Chine manquent de capitaux et déjà les États de l'Est européen se sont vus contraints de solliciter des crédits et même des prises de participation de capitaux étrangers à leurs entreprises. Mais on ne peut pas considérer pour autant qu'un processus de réintégration des États bureaucratiques dans le fonctionnement mondial du capitalisme ait commencé. Cela supposerait de profondes transformations internes du système bureaucratique qui ne sont pas présentement acquises. Peut-être verra-t-on au cours des années à venir les couches dirigeantes des entreprises et les catégories techniciennes de l'Appareil s'émanciper de la tutelle rigide de la bureaucratie centrale et se subordonner l'État sur la base d'une économie au sein de laquelle se combindraient une planification indicative et le marché <sup>11</sup>. Si une telle évolution se réalisait, les classes dirigeantes et le fonctionnement de l'économie des pays de l'Est ne se distingueraient plus que par des traits secondaires de ceux des pays occidentaux. Le capital international n'aurait alors vraisemblablement aucune raison, pour peu qu'il y trouve son profit, de ne pas coopérer au développement de l'économie de semblables pays. Mais tant que le système bureaucratique reste, pour l'essentiel, semblable à lui-même, le capital étranger n'ira pas s'investir de manière massive dans les pays de l'Est. D'abord parce que la sécurité des placements n'est pas garantie, et surtout parce que les gouvernements impérialistes, en tant que gardiens des intérêts à long terme du capitalisme occidental, feront obstacle à une politique qui équivaldrait à aider la bureaucratie à surmonter ses difficultés présentes sans s'être assuré que dans une conjoncture plus favorable elle ne reprendrait pas sa compétition mondiale avec l'impérialisme. Mais en admettant même que les États bureaucratiques soient dans les années à venir secoués par des crises aboutissant à leur affaissement devant l'impérialisme et à leur réintroduction dans le circuit mondial du capitalisme, ils ne retomberaient pas pour autant au rang de pays sous-développés servant de champs d'extraction d'une plus-value qui irait ensuite alimenter l'accumulation des pays impérialistes. Cela est évident pour les Démocraties populaires d'Europe et pour l'URSS, qui prendraient tout simplement rang parmi les pays capitalistes de type avancé. Quant à la Chine elle-même, elle ne retournerait certainement pas à l'époque où l'impérialisme pouvait la piller à merci.

---

11. Se subordonner l'État et les grands conglomérats... c'est exactement ce que fera l'oligarchie russe lors du démantèlement de l'URSS.

La diplomatie de la canonnière et l'époque où le capital impérialiste pouvait pressurer à volonté les peuples assujettis supposaient chez ces peuples un état social et une inertie qui sont définitivement révolus. La possibilité pour le capitalisme de résoudre ses contradictions par l'expansion externe appartient au passé : en envahissant la terre toute entière à la fin du siècle dernier, le capitalisme a irrévérablement arraché les peuples qu'il a assujettis à leur sommeil historique.

C'est donc du prolétariat des pays impérialistes aux-mêmes que le capitalisme doit aussi extraire les quantités croissantes de plus-value nécessaires à l'entretien et à l'accélération de son expansion. Depuis plus de quinze ans, les travailleurs des pays avancés ont réussi à obtenir un relèvement de leur niveau de vie beaucoup plus important et durable que dans toutes les autres phases du capitalisme. Les « bienfaits de l'expansion » sont, bien sûr, très inégalement répartis, une large partie de la masse laborieuse n'accède qu'à un standing élémentaire, les augmentations de salaire ne sont pas obtenues sans lutte et, périodiquement, les inégalités de développement et les compétitions concurrentielles conduisent tel ou tel capitalisme national à bloquer durement le relèvement du niveau de vie : les grèves, les lock-out et l'intervention brutale des forces publiques contre les travailleurs n'appartiennent nullement au passé. Il reste qu'en longue période, l'élévation du niveau de vie des masses laborieuses ne peut pas durablement rester en retrait sur l'augmentation de la production, car il en résulterait des tendances récessionnistes d'autant plus fortes que, dans la société moderne, une fraction croissante de la population est constituée par des salariés. Bien plus, le capitalisme des pays les plus avancés utilise toute une gamme de conditionnements psychologiques pour inciter à la consommation, diversifier les besoins, répandre et mieux faire désirer les types de vie matérielle nécessaires à la vente de ses produits. Le temps n'est plus où les Églises dénonçaient comme indigne des hautes fins spirituelles de l'homme l'importance exagérée que les ouvriers misérables attachaient à l'acquisition de biens matériels. C'est le Pape lui-même qui déclare que chacun a droit à avoir « sa place au banquet de la vie », et toute l'idéologie de la société capitaliste secrète l'idée que le système est en train d'atteindre un niveau de richesse tel qu'il lui sera désormais possible d'augmenter indéfiniment le niveau de vie des travailleurs.

On peut dénoncer le caractère frelaté de la consommation à laquelle incite le capitalisme, montrer qu'elle suscite sans cesse de nouveaux besoins et laisse subsister un état d'insatisfaction sans fin. Il est douteux que de telles considérations puissent faire naître une critique pratique et

révolutionnaire de l'ordre capitaliste. Dans tous les pays où la prospérité est réelle, les idéaux de la consommation ont été largement adoptés par les travailleurs et les classes dirigeantes ont réussi à faire pénétrer dans les masses l'idée qu'à mesure que la productivité augmenterait les travailleurs participeraient progressivement aux bienfaits de l'expansion. Dans la mesure où le capitalisme est redevenu capable de faire aux travailleurs, pris comme consommateurs, des concessions qui, en s'additionnant, transforment effectivement leur manière de vivre, les conceptions réformistes que la crise et la guerre avaient commencé à user, ont retrouvé un regain de pouvoir mystificateur, sous différentes formes.

Cependant tout au long de l'actuelle phase de croissance économique, et plus encore si ses rythmes se précipitent, le même mouvement qui entraîne le capitalisme vers une accumulation croissante de moyens de production et du même coup vers une fabrication sans cesse élargie de marchandises qui rend possible une extension de la consommation de tout le corps social, se réalise en même temps comme intensification frénétique de l'extraction de la plus-value. La rationalisation du travail fait de l'ouvrier surveillé dans chaque minute qu'il passe à l'usine et dans chaque geste qu'il accomplit, un esclave industriel soumis à toute une hiérarchie d'agents de direction qui constituent une véritable police des ateliers. Or, il y a là une situation qui n'est susceptible ni de réformes ni d'améliorations. C'est en vain que les idéologues capitalistes dissertent sur le potentiel libérateur de la science et de la technique. Dans le cadre des rapports capitalistes, l'application de la science à l'industrie reconduit toujours à la nécessité d'augmenter la plus-value nécessaire au développement du capital fixe. Mais, ce faisant, le capitalisme de la prospérité produit une situation violemment déchirée pour les travailleurs : il ne leur donne relativement satisfaction comme consommateurs qu'en les pressurant toujours davantage comme producteurs de surtravail. Par là même, tandis que d'un côté il tend à les intégrer à sa manière d'être et à leur faire accepter ses valeurs, d'un autre côté il tend à aggraver leur misère d'êtres humains asservis, et à les repousser vers la prise de conscience que tout le système ne fonctionne qu'en les dépouillant de la substance de leur vie.

C'est à partir de là que subsistent les conditions objectives de revendications incompatibles avec l'existence même du capitalisme. Dans ce domaine aussi, le capitalisme monopoliste d'État a créé en relançant, en accélérant et en régularisant la croissance, une situation qualitativement nouvelle. Dans les premières étapes de son développement, et pendant

ses périodes de crise et de stagnation, le capitalisme était dans l'impossibilité de faire aux travailleurs des concessions importantes et durables en matière de salaires — et c'est pourquoi la lutte contre la misère constituait un élément fondamental de la critique révolutionnaire du système. Mais en parvenant à un certain stade de développement de son potentiel productif, le capitalisme ne pourrait-plus fonctionner s'il ne vendait pas une masse croissante de marchandises aux salariés eux-mêmes, de sorte que les luttes pour l'augmentation des salaires ne peuvent plus susciter à elles seules des antagonismes suffisamment violents pour conduire à une crise révolutionnaire. Par contre, le système ne pourrait pas rester en état d'équilibre dynamique si les travailleurs entreprenaient de s'opposer aux diverses méthodes par lesquelles le capitalisme augmente l'extraction de plus-value absolue ou relative. Cela suppose, il est vrai, que l'axe de la lutte des classes se déplace progressivement et que la conscience des travailleurs s'adapte aux réalités du capitalisme actuel. Mais le processus même qui contraint le capitalisme à intensifier l'exploitation pour pouvoir poursuivre son expansion, crée les prémisses de cette prise de conscience et de cette transformation des objectifs de la lutte sociale. Rien de tout cela ne se fera à coup sûr automatiquement : il appartient à la critique révolutionnaire de déblayer les décombres idéologiques de toutes sortes que le passé du mouvement ouvrier a laissés comme autant d'obstacles à son redémarrage, de découvrir aux yeux des travailleurs la véritable configuration du monde qu'ils ont à vaincre, et de souligner par quelle critique pratique ils peuvent œuvrer dès à présent à son écroulement. Car la résistance des travailleurs à l'intensification des rythmes du travail et à la surveillance policière des ateliers, etc., n'est pas seulement protestation de l'homme contre sa transformation en chose, elle développe des conséquences économiques et sociales. Tout comme la lutte des masses du tiers-monde, elle est de nature à faire barrage à l'extraction des quantités croissantes de plus-value dont a besoin le capitalisme pour entretenir l'expansion selon les rythmes nécessaires. Comme telle, elle est une des déterminations de ses crises futures qui, à leur tour, ruineront la possibilité d'asservir le prolétariat en lui faisant accepter le relèvement du niveau de vie comme compensation de l'esclavage industriel.



## Conclusion

Il est foncièrement erroné et entièrement illusoire de rechercher dans les analyses et les programmes qui datent de 30 ou 50 ans et davantage, les moyens de comprendre et de transformer l'univers capitaliste nouveau, qui a émergé de la crise de 1930 et de la Deuxième Guerre mondiale : cette attitude sclérosée est la négation même des dimensions dialectiques de la théorie et de la pratique révolutionnaires. Mais il n'est pas pour autant légitime de poser, par une attitude inverse, que les transformations qui depuis 1930 se sont opérées dans les structures et le fonctionnement du capitalisme, en auraient fait un système dans lequel il n'y aurait plus de contradictions enracinées dans l'économie et ouvrant la voie à des crises structurelles du régime, de sorte que son histoire ne serait plus intelligible à travers les catégories du matérialisme historique.

Il est vrai que le passage au capitalisme monopoliste d'État a fait entrer le régime dans une nouvelle phase de croissance des forces productives et que son expansion s'opère de façon régularisée et de manière interne et non plus de manière spasmodique et par le moyen de l'extension ou du repartage des zones d'application du capital impérialiste, comme dans la période précédente. Ce ne sont plus les exportations de marchandises et de capitaux vers les territoires vassalisés qui constituent l'élément moteur principal de la croissance de l'économie capitaliste. Par suite de l'action de l'État, le capital a retrouvé de larges possibilités d'investissements dans les pays avancés et désormais les pays assujettis au capital impérialiste servent surtout à l'extraction de plus-value qui va nourrir l'accumulation dans une poignée de pays développés.

Mais, ni dans le cadre de ces pays ni dans son développement mondial le capitalisme n'a résolu les contradictions de son processus d'accumulation.

Dans les pays avancés tout d'abord, le capitalisme privé n'a pas retrouvé ses capacités d'auto-expansion : la croissance ne se maintient que dans la mesure où l'État organise une production compensatrice et pratique une politique de soutien constant d'une rentabilité déclinante. Mais, compte-tenu du fait qu'à mesure que l'expansion se poursuit, la révolution technologique élève la composition organique du capital, l'équilibration dynamique du système ne peut s'opérer que si les monopoles et l'État parviennent à s'approprier des quantités croissantes de plus-value. Aussi bien l'intensification de l'exploitation du travail du prolétariat des pays avancés, que le pillage permanent du tiers-monde, constituent les conditions nécessaires du fonctionnement du système. Mais par là même, la poursuite et l'accélération de l'expansion, qui

seraient nécessaires pour éviter le développement du sous-emploi, à mesure que l'évolution de la technologie produira ses effets, finiront par se heurter à des limites qui tiennent à la fois à la nature de classe de la société capitaliste et de son État, et à la nature de l'impérialisme. La possibilité pour le capital et l'État de s'approprier des quantités croissantes de plus-value, l'un pour continuer une accumulation au travers de laquelle l'importance du capital fixe tend à augmenter, l'autre pour financer les correctifs de plus en plus amples qu'exigera la poursuite d'une expansion équilibrée, n'est pas miraculeusement inscrite par avance dans les structures et le fonctionnement du régime. Il faudrait pour cela supposer que les positions de l'impérialisme sont inébranlables et que, dans les pays avancés, l'État est appelé à devenir une force toute puissante dominant une société amorphe, pulvérisée en individualités qui reconnaîtraient toujours leur intérêt privé dans l'intérêt de l'État. Mais ce sont là des représentations fabuleuses du monde.

Les révolutions qui en Chine, au Nord Vietnam et à Cuba, ont renversé la domination et l'exploitation impérialistes, n'ont pas entraîné de perturbations profondes dans l'économie capitaliste, parce qu'elles se sont produites dans la phase où le passage au capitalisme monopoliste d'État venait de faire entrer les pays avancés dans une phase de croissance interne. Mais il n'est pas vrai pour autant que le capitalisme puisse, purement et simplement, se replier sur les pays avancés et s'y isoler dans une zone de prospérité stable, qui se hérissierait de moyens de défense contre la misère du reste du monde. Si une telle éventualité se réalisait, de proche en proche, l'État et le capital des pays avancés se verraient contraints de compenser l'énorme perte de surprofits qu'ils auraient subie en aggravant dans des proportions équivalentes l'exploitation du prolétariat de ces mêmes pays. Pour autant qu'elles vont jusqu'au renversement de la domination impérialiste, les révolutions des pays sous-développés restent une partie intégrante du processus mondial de liquidation du capitalisme : en rétrécissant les sources de la plus-value nécessaire à l'expansion des pays avancés, elles sont destinées à miner cette expansion et à aggraver les tensions sociales internes dans les pays les plus développés. Or, les luttes sociales des pays sous-développés ne sont pas susceptibles de s'atténuer durablement et de prendre fin dans le cadre des rapports de domination impérialiste. Car, contrairement aux vues que développent ses idéologues, le capitalisme ne fonctionne pas en arrachant les uns après les autres les divers peuples de la terre à leur retard économique. C'est l'inverse qui est vrai : il aggrave à l'extrême les inégalités de développement et n'entretient une prospérité, d'ailleurs

frelatée, dans quelques pays avancés qu'en repoussant le reste du monde dans une misère chronique.

Mais, dans ces îlots de prospérité eux-mêmes que sont finalement les pays avancés, le développement de l'accumulation mine progressivement les conditions générales de sa réalisation. La société capitaliste est structurée en classes reliées à des intérêts particuliers et antagoniques et l'État lui-même ne plane pas au-dessus d'un corps social inerte. C'est pourquoi la possibilité de corriger en permanence les contradictions de l'accumulation n'existe que dans l'abstrait. D'un côté, le capital monopoleur ne saurait indéfiniment surmonter les problèmes que posent l'élévation de la composition organique du capital par la surexploitation du prolétariat sans que l'antagonisme du Capital et du Travail n'évolue vers une phase d'aggravation. D'un autre côté, l'État ne peut pas non plus à long terme compenser les tendances à la chute du taux de profit et, en même temps, organiser avec une ampleur croissante une production destinée à réanimer et à accélérer la croissance, sans franchir les limites qui situeraient ses rapports avec les classes économiquement dominantes sur un plan antagonique. L'État qui aurait le pouvoir de surmonter les contradictions du capitalisme monopoliste devrait avoir, en fait, le pouvoir de l'abolir. Or l'État est l'instrument des groupes monopoleurs, il leur est organiquement lié, et sa fonction primordiale, dans la phase actuelle, est de frayer la voie à l'expansion de leurs profits. Il n'est pas concevable qu'il puisse, à froid, imposer à la société capitaliste et au fonctionnement de son économie, une mutation qui serait en réalité un passage vers une autre phase de l'histoire du système d'exploitation.

À considérer le système de son fonctionnement global et sa configuration concrète, et du point de vue de sa dialectique intrinsèque, il reste légitime de poser que les contradictions, qui sont en voie de développement à partir de la croissance des forces productives en cours, préparent, aussi bien au niveau des rapports de domination impérialistes que des antagonismes du Capital et du Travail et des relations spécifiques entre l'État et le capital monopoleur, la désintégration de l'équilibre relatif auquel le capitalisme est parvenu en surmontant la crise de 1930.

Les liquidateurs du marxisme aiment à répéter que nous ne sommes plus dans les années trente ou quarante. On peut le leur concéder. Mais d'où tiennent-ils donc, eux-mêmes, que nous serons toujours dans les années soixante ou soixante-dix ?

# Table des matières

Avant-propos	5
<b>Quelques remarques sur les contradictions du capitalisme contemporain</b>	<b>6</b>
La crise de 1930 et le passage au capitalisme monopoliste d'État	10
Les contradictions de la nouvelle phase du capitalisme	15
La lutte des classes et les limites de la stabilisation du système	22
Conclusion	28



*En couverture* : « Au sexe qui embellit la vie ! Un murmure flatteur accueillit ce toast, qui fut porté par un aimable Hippopotame. » Gravure de Jean-Jacques GRANDVILLE, *Scènes de la vie privée et publique des animaux*, Paris, Hetzel, 1842. On imagine aisément que cet hippopotame, aussi aimable que notable, puisse porter un toast qui serait tout aussi bien accueillit par l'ensemble de sa classe sociale : « Au capital, qui embellit la vie ! » Et tant que la classe antagonique, le prolétariat, ne s'invite pas à sa table, il n'y a pas de raison pour que notre affable et sexiste hippopotame ne puisse trinquer encore longtemps.

« Le capitalisme ne reste en état d'équilibre dynamique que dans la mesure où l'État impulse continuellement la croissance, d'une part en stimulant la propension à investir par des mesures qui assurent les surprofits monopolistes, d'autre part en compensant les tendances récessionnistes par la création d'une demande additionnelle, toutes choses qui ne sont possibles que dans la mesure où l'État s'approprie d'une façon ou d'une autre une fraction importante de la plus-value sociale. À considérer son fonctionnement, le capitalisme monopoliste d'État est tout autant qu'un capitalisme sans crise, un capitalisme en état de crise constamment corrigée par une politique d'intervention publique qui est devenue institutionnalisée. »

